



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

Affaire suivie par Philippe ANTOINE *PA*
FC/LET230340
Tél : PA 05.59.80.87.22
Mél : ddtm-gu-eau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Pau, le 20 avril 2023

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 23/02/23, vous avez déposé un dossier de déclaration au titre de la législation sur l'eau concernant le projet suivant :

Reprise d'un busage sur le ruisseau « le Ru » (ou « l'Arriou d'Abet »), chemin Labigalette

dossier enregistré sous le numéro AIOT-0100015410 pour lequel un récépissé vous a été délivré le 28/02/23.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Toutefois, j'attire votre attention sur le fait que l'Office Français de la Biodiversité nous a signalé la présence d'amphibiens protégés, notamment du Triton palmé, dans le ruisseau l'Arriou d'Abet. Il vous appartient donc à vérifier l'absence d'amphibien sur la zone concernée par les travaux avant de débiter l'intervention.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier doivent faire l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État des Pyrénées-Atlantiques durant une période d'au moins six mois.

Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner le certificat d'affichage joint au présent courrier.

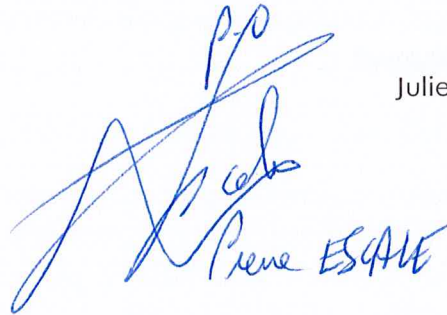
Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Mairie de Lahontan
2 rue de la Mairie
64270 LAHONTAN

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
La cheffe du service eau



Julie FRIEDLING

Juliette FRIEDLING

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)